

**Climat - COP24 - Réponse de M.  
François de Rugy, ministre d'Etat,  
ministre de la transition écologique  
et solidaire, à une question au  
gouvernement à l'Assemblée  
nationale**

(Paris, 18 décembre 2018)

Madame la Présidente de la commission du développement durable, en préparant cette conférence mondiale avec Brune Poirson, nous nous sommes fixé trois objectifs. Le premier était l'adoption des règles concrètes d'application de l'accord de Paris, signé il y a trois ans. Le second était d'assurer le financement, notamment pour les pays les plus pauvres. Le troisième était de rehausser les ambitions mondiales en matière de baisse des émissions de gaz à effet de serre.

Disons-le clairement : nous n'avons atteint que les deux premiers de ces objectifs. Quant au troisième, nous continuons d'agir à l'échelle à la fois internationale et nationale pour le réaliser.

À l'échelle internationale, nous agissons sur la question de la mobilisation des financements. Le secrétaire général de l'ONU a confié au président de la République une mission, avec le Premier ministre de la Jamaïque, sur ce sujet : le travail sera rendu en septembre 2019.

Nous agissons aussi au niveau européen : la nuit dernière a été négociée la phase finale de l'accord européen sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre des voitures neuves qui seront vendues à partir de 2030. La proposition initiale de la Commission européenne prévoyait un objectif de 30% de baisse ; le Conseil des ministres de l'Union européenne, quant à lui, prônait 35% de baisse ; in fine, l'objectif a été fixé à 37,5% : c'est ambitieux.

Nous avons décidé - vous le savez - de placer ces questions au coeur du grand débat qui s'ouvre, en partant d'un point de vue concret : se loger, se déplacer, se chauffer. Il faudra trouver des solutions nouvelles. Je compte sur les députés, et d'une manière plus générale sur les élus, pour que cette mobilisation ait lieu ici et maintenant, pour que nous allions plus vite, plus fort, sans céder à la tentation de reporter à plus tard les efforts en faveur du climat./.

(Source : site Internet de l'Assemblée nationale)